

Région

Politique**Les parlementaires fédéraux de la région inquiets pour une école romande à Berne**

La Confédération pourrait supprimer sa subvention pour l'Ecole cantonale de langue française dans la capitale helvétique. Les conseillers nationaux Andrea Zryd et Manfred Bühler réagissent.

Julie Gaudio

L'Ecole cantonale de langue française (ECLF) à Berne témoigne d'une histoire aussi mouvementée que celle de la Suisse. Soit celle d'une minorité linguistique tentant de perdurer au milieu d'un territoire à majorité germanophone. Les dernières nouvelles ne font que renforcer ce sentiment de «survie» au sein d'une marée mouvementée.

Un article de la «Berner Zeitung» et du «Bund», paru en début de semaine, révèle en effet que la subvention fédérale de l'ECLF, qui s'élève à un million de francs par année, pourrait disparaître. Des discussions sont actuellement menées en ce sens. La mesure d'économie fait partie d'un vaste paquet présenté par un groupe d'experts, dirigé par Serge Gaillard, ancien directeur de l'Administration fédérale des finances. Le «rapport Gaillard» a été commandé par la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, car la situation financière du pays est peu reluisante. Fin septembre, le Conseil fédéral a annoncé qu'il souhaitait épargner 3,6 milliards de francs dès 2027 et 4,6 d'ici à 2030.

L'histoire de l'Ecole cantonale de langue française est celle d'une lutte permanente.

L'ECLF dispose d'un statut particulier. Contrairement aux autres écoles enfantines et primaires, elle n'est pas gérée par la Ville de Berne, mais par le Canton. Créé en 1944, l'établissement est considéré comme public depuis 1982, mais a bénéficié d'aides financières de la Ville, du Canton et de la Confédération dès 1960. Le programme scolaire est celui du Plan d'étude romand (PER), comme dans toutes les écoles francophones helvétiques. L'inscription est, par conséquent, gratuite. L'ECLF se distingue en ce sens de l'Ecole française internationale de Berne, qui suit le programme scolaire français et est accessible moyennant une participation financière.

«Une école importante»

«Notre école est ouverte aux enfants des personnes travaillant pour la fonction publique fédérale, cantonale francophone et italophone, mais aussi aux enfants de personnes travaillant pour une ambassade, une organisation internationale ou ayant des attaches importantes avec la culture francophone», peut-on lire sur le site internet de l'ECLF. Tout ceci explique pourquoi l'établissement dispose de subventions provenant en partie de la Confédération. «La Ville de Berne s'est déjà retirée du financement en 2002, par souci d'économie», précise Virginie Borel, la directrice du Forum du bilinguisme.

Pour la fondation biennoise, le dossier de l'ECLF est connu depuis plusieurs années. Avec BernBilingue, une association défendant les mêmes valeurs, le Forum a déjà pris position en 2021 pour défendre l'aide fédérale de l'école. «La Confédération a toujours joué sur les mots: on parle ici de «subvention» à une

institution cantonale bernoise et non pas de «contribution» à une institution portée en commun», relève Virginie Borel.

Le million de francs fédéral représente un quart du budget de l'ECLF, selon le site de l'école. «Le Canton de Berne en finance 75%», complète Aline Leitner, responsable adjointe de la communication de la Direction de l'instruction publique et de la culture. Les Communes germanophones des alentours en payent une autre partie. L'établissement accueille quelque 300 élèves en tout, de la 1H jusqu'à la 11e année pré-gymnasiale. «Du point de vue du Canton, l'ECLF est une école importante», poursuit Aline Leitner. Elle assure que les autorités continuent «de compter sur des subventions fédérales et s'engageront en ce sens».

Toutes et tous d'accord

Les francophones de Berne n'auraient ainsi pas à s'inquiéter? Les élus fédéraux de la région craignent pourtant le pire. «Je trouve qu'il n'est pas correct que le Canton assume seul le financement de l'ECLF, alors que des enfants des employés fédéraux et du corps diplomatique fréquentent cette école, qui plus est dans un territoire dans lequel on parle aussi français», s'indigne Andrea Zryd, conseillère nationale socialiste de Macolin. «Economiser sur la formation n'est jamais un bon signal. Et un million de francs, à l'échelle du budget fédéral, ce n'est pas grand-chose! On parle d'habitude en milliards.»

La socialiste pointe ainsi le camp bourgeois du Parlement, qui ne défendrait pas assez ce domaine. Issu de ces rangs, le conseiller national UDC Manfred Bühler nuance: «Nous ne voulons pas économiser dans la formation et la recherche, nous voulons ralentir la hausse des frais. Il existe beaucoup de dossiers dans lesquels on dépense beaucoup trop. Ce n'est toutefois pas le cas pour l'ECLF.»

Comme Andrea Zryd, le maire de Cortébert affirme que cette mesure d'économie est «symboliquement extrêmement dommageable, tant pour la ville de Berne que pour le canton». Il promet d'en discuter avec d'autres députés pour biffer cette mesure. La socialiste envisage de son côté de déposer une intervention parlementaire. «Je sais qu'une motion ne changerait pas fondamentalement les choses, mais enverrait un signal», argue-t-elle. Manfred Bühler avance que, «sur le principe», il pourrait «envisager» de la défendre, bien qu'il préfère ne rien promettre avant de l'avoir vue.

Une nouvelle action entre le Forum du bilinguisme et BernBilingue serait par ailleurs envisageable, selon Virginie Borel. «Les arguments seront probablement les mêmes qu'en 2021», soupire-t-elle. Et de conclure: «L'histoire de l'ECLF est celle d'une lutte permanente, alors que sa création s'appuie sur une idée pieuse: concrétiser la cohésion nationale dans la capitale fédérale et avoir une école francophone gratuite.»